

Unité départementale du Rhône  
63 avenue Roger Salengro  
69100 VILLEURBANNE

VILLEURBANNE, le 20/11/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/10/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**PAREDES LYON (ex-Paredes et fils)**

BP 302  
69740 Genas

Références : UD-R-CTESSP-23-275-RP  
Code AIOT : 0006103987

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/10/2023 dans l'établissement PAREDES LYON (ex-Paredes et fils) implanté 1 rue Georges Besse ZI de Revoisson 69740 Genas. L'inspection a été annoncée le 06/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PAREDES LYON (ex-Paredes et fils)
- 1 rue Georges Besse ZI de Revoisson 69740 Genas
- Code AIOT : 0006103987
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site exploité par la société PAREDES au 1 rue Georges Besse à Genas, comprend :

- 1 bâtiment principal de stockage d'une capacité de 60 000m<sup>3</sup> ;
- 1 bâtiment anciennement occupé pour des activités de réparation de véhicule ;
- 1 local sprinkler servant pour un site voisin appartenant au groupe PAREDES ;
- 1 bâtiment administratif.

Les activités de l'exploitant, sur ce site, correspondent à la réception des produits/préparation de commande/conditionnement et expédition.

L'exploitation du site est autorisée par l'arrêté préfectoral du 06 janvier 1995, pour les rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :

- rubrique 1510-1 (A) : Entrepôt couvert ;
- rubrique 2663-2b (D) : Stockage (...) de produits composés d'au moins 50 % de polymères

Suite aux évolutions des seuils de la rubrique 1510 (entrepôt couvert), le régime du site relève dorénavant du régime de l'Enregistrement et non plus de l'Autorisation. Les dispositions de l'arrêté ministériel du 11/04/17 relatif aux entrepôts couverts qui s'appliquent au site figurent aux annexes V, VII, VIII.

**Les thèmes de visite retenus sont les suites de l'arrêté de mise en demeure du 15/09/2022 et les suites des constats de la précédente visite d'inspection non soldés.**

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera

proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Réduction périmètre site	AP de Mise en Demeure du 15/09/2022, article 1	Surseoir aux suites de la mise en demeure	6 mois
2	Modification activités	Code de l'environnement du 08/01/2020, article L.181-14	Lettre de suite préfectorale	6 mois
3	Puits d'infiltration	Arrêté Ministériel du 06/01/1995, article 4.1	Lettre de suite préfectorale	6 mois
4	Gestion des eaux en cas d'incendie	AP de Mise en Demeure du 15/09/2022, article 2- point 1	Surseoir aux suites de la mise en demeure	12 mois
7	Besoin eaux incendie	AP de Mise en Demeure du 15/09/2022, article 2- point 2	Surseoir aux suites de la mise en demeure	6 mois
9	Foudre	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article annexe II – point 15	Lettre de suite préfectorale	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Stockage produits dangereux (1)	AP de Mise en Demeure du 23/12/2021, article 6- point 1	Sans objet
6	Stockage produits dangereux (2)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article annexe II – point 8	Voir observation
8	Foudre	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article annexe II – point 15	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit notamment porter à la connaissance de Madame la préfète :

- la réduction du périmètre géographique de l'ICPE ;
- les nouvelles activités réalisées sur le site ;
- le projet de gestion des eaux pluviales du site qui intègre la rétention des eaux susceptibles d'être polluées (notamment les eaux d'extinction incendie).

Au regard des constats établis lors de la présente visite et des documents transmis par l'exploitant, l'inspection propose à Madame la préfète :

- de lever le point 1 de l'article 6 de l'arrêté de mise en demeure du 23/12/2021 ;
- de surseoir aux suites de l'article 1 et des points 1 et 2 de l'article 2 de l'arrêté de mise en demeure du 15/09/2022.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Réduction périmètre site

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 15/09/2022, article 1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Situation administrative
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société PAREDES, 1 rue Georges Besse à Genas est mise en demeure sous 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, de déposer un porter à connaissance de régularisation de la situation administrative du site concernant la réduction du périmètre géographique de ce dernier.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a réalisé le 08/09/2023 une télédéclaration pour la modification du périmètre géographique du site de l'ICPE.</p> <p>L'inspection constate que la procédure suivie n'est pas adaptée à la situation du site.</p> <p>L'inspection rappelle que l'exploitant doit transmettre les porter à connaissance au préfet en les adressant à <a href="mailto:ddpp-pe@rhone.gouv.fr">ddpp-pe@rhone.gouv.fr</a>.</p> <p>Compte tenu que l'exploitant pensait avoir réalisé la démarche demandée, l'inspection propose à Madame la préfète de surseoir aux suites de ce point de la mise en demeure du 15/09/2022.</p> <p><b>Demande :</b> sous 6 mois, l'exploitant transmet un porter à connaissance à Madame la préfète (<a href="mailto:ddpp-pe@rhone.gouv.fr">ddpp-pe@rhone.gouv.fr</a>) concernant la réduction du périmètre géographique du site qui contient notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• le nouveau périmètre du site ;</li> <li>• l'évolution des impacts et des dangers du site (dont l'évolution des flux thermiques hors site) ;</li> <li>• une étude historique des activités menées sur la partie du terrain vendu ;</li> <li>• les sources de pollution potentielles des sols de la partie du terrain vendu (dont celles faisant suite aux incidents / accidents survenus sur le site).</li> <li>• les résultats des analyses de sols réalisés pour la vente du terrain.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Maintien de la mise en demeure, dépôt de dossier
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

### N° 2 : Modification activités

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 08/01/2020, article L.181-14
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Modification activités

**Prescription contrôlée :**

Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.

En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32.

L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées.

**Constats :**

Lors de la présente visite, l'inspection constate dans l'ancien garage, d'une surface de 500m<sup>2</sup> environ, la présence d'un stockage en rack et en masse.

L'exploitant indique que le bâtiment mitoyen à l'ancien garage a été construit après l'arrêté d'autorisation du site, pour mener des activités de R&D, et n'a pas fait l'objet d'un porter à connaissance.

L'inspection constate l'absence de stockage dans ce bâtiment.

**Demande :** sous 3 mois, l'exploitant vérifie si l'ancien garage et l'entrepôt constitue un groupe d'IPD (cf. guide Entrepôts de matières – février 2023), auquel cas les prescriptions de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 s'appliquent à l'ancien garage en tant que nouveau bâtiment (cf. annexe II & VIII de l'arrêté du 11/04/2017).

**Observation :** l'inspection rappelle que toute modification notable doit être portée à la connaissance du préfet, conformément à l'article 2 point 1.1 de l'arrêté préfectoral du 06/01/1995.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 6 mois

**N° 3 : Puits d'infiltration**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 06/01/1995, article 4.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Gestion des eaux pluviales

**Prescription contrôlée :**

Tous les collecteurs devront être étanches et leur tracé devra permettre le curage.

(...)

Le réseau de collecte des effluents devant, en temps normal, subir un traitement, ne comportera pas de liaison directe permettant le rejet sans traitement dans le milieu récepteur, notamment un ou plusieurs dispositifs décanteur-déshuileur avec système autobloquant et alarme, de dimensions adaptées au débit à traiter, seront installés sur le réseau des eaux pluviales de voiries et de parking avant le rejet dans le milieu naturel.

Un plan du réseau d'égout faisant apparaître les secteurs collectés, les regards et les points de raccordement, sera établi et régulièrement tenu à jour.

*Rétention des eaux susceptibles d'être polluées*

Art.2 – 4.6 (AP 06/01/1995) : Toutes dispositions seront prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas d'accident se produisant dans l'enceinte de l'établissement des conséquences notables pour le milieu environ

**Constats :**

Lors de la précédente visite, l'inspection avait demandé à l'exploitant de réaliser les travaux mentionnés dans le rapport IRH du 27/02/2019 sur les ouvrages des bassins versants n°3, 5, 7.

Pour mémoire, l'exploitant avait proposé de réaliser la mise en conformité des ouvrages des autres bassins versants en 2024/2025.

L'exploitant indique qu'il n'a pas réalisé ces travaux, car ils se sont avérés ne pas être adaptés à la situation. L'exploitant a produit une nouvelle étude, réalisée par Colas le 17/10/2023, pour la mise en conformité du réseau d'eaux pluviales du site. L'exploitant a transmis cette étude avant la visite.

Cette étude mentionne notamment le raccordement d'une grille de voirie de quai sur le réseau de toitures, suite à des travaux récents d'aménagements de quai PL (pour mémoire, l'inspection avait constaté lors de la précédente visite une fuite d'hydrocarbure du compacteur situé sur la zone de quai) ;

**Demande : sous 2 mois, l'exploitant prend toutes les mesures nécessaires afin d'empêcher tout écoulement de liquide susceptible d'être pollué dans le réseau des eaux pluviales de toiture par la grille de voirie des quais reliée à ce réseau ; et communique à l'inspection les mesures prises.**

Par ailleurs, l'exploitant indique dans cette étude son projet de créer un nouvel accès au site sur la rue Calmette.

Compte tenu que cette nouvelle étude montre une réorientation envisagée pour la gestion des eaux pluviales du site, par rapport à l'étude d'IRH de 2019, l'inspection considère qu'il est opportun de la compléter par des solutions permettant le confinement des eaux susceptibles d'être polluées, dont les eaux d'extinction incendie. Le volume de confinement est laissé à l'appréciation de l'exploitant.

Concernant les ouvrages d'infiltration enterrés sous la voirie, l'inspection indique qu'en cas de nécessité d'intervenir sur ces derniers, il faudra casser la voirie, et que leur profondeur devra répondre aux recommandations du SAGE de l'Est lyonnais (*Guide de recommandation de gestion des eaux pluviales dans l'est lyonnais* (décembre 2016 – SAGE Est lyonnais)).

Concernant la perméabilité du sol, l'inspection indique que les mesures doivent être réalisées pour chaque ouvrage infiltration à leur endroit et profondeur envisagés (cf. Guide de recommandation évoqué précédemment).

Après la visite, l'inspection précise que les puits d'infiltration des eaux de toiture ne doivent en aucun cas pouvoir recueillir des eaux d'extinction incendie par le réseau des eaux pluviales de toitures (par exemple, après la destruction d'une ou plusieurs descentes d'eaux pluviales de toiture à l'intérieur du bâtiment qui permettrait l'écoulement des eaux d'extinction incendie présentes au sol). L'inspection précise ne pas avoir regardé si les descentes d'eaux pluviales de toiture sont à l'intérieur ou à l'extérieur du bâtiment.

<p><b><u>Demande</u></b> : sous 6 mois, l'exploitant transmet un porter à connaissance :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• concernant la gestion des eaux pluviales du site ;</li> <li>• faisant état des solutions de confinement des eaux susceptibles d'être polluées (eaux d'extinction incendie), en prenant notamment en compte la possibilité d'écoulement d'eaux susceptible d'être polluées par les descentes d'eaux pluviales détruites par l'incendie dans le bâtiment, si elles existent.</li> </ul> <p>Il est notamment indiqué dans ce porter à connaissance la liste des travaux à réaliser, avec les caractéristiques techniques des ouvrages, en précisant d'une part les éventuelles dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation qui ne seraient pas respectées et d'autre part les éventuels écarts à la doctrine et aux recommandations de gestion des eaux pluviales du SAGE de l'Est lyonnais. Ces écarts devront être justifiés par des considérations techniques/économiques. L'exploitant accompagne cette liste de travaux d'un calendrier de réalisation.</p>
<b>Type de suites proposées</b> : Avec suites
<b>Proposition de suites</b> : Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais</b> : 2 & 6 mois

#### N° 4 : Gestion des eaux en cas d'incendie

<b>Référence réglementaire</b> : AP de Mise en Demeure du 15/09/2022, article 2- point 1
<b>Thème(s)</b> : Risques accidentels, Incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Il est accordé un délai complémentaire à la société PAREDES pour satisfaire sous 12 mois le point 2 de l'article 3 de la mise en demeure du 23 décembre 2021 [<i>former le personnel à la fermeture des vannes d'obturation des dispositifs de rejets des eaux pluviales et tester cette disposition lors d'un exercice incendie</i>].</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Constat en lien avec le constat n°3.</p> <p>Les travaux sur les ouvrages des bassins versants 3,5,7 n'ayant pas été réalisés, l'exploitant n'a pas pu réaliser la formation du personnel évoquée.</p>
<b>L'inspection propose à Madame la préfète de surseoir aux suites de ce point de la mise en demeure du 15/09/2022.</b>
<b>Type de suites proposées</b> : Avec suites
<b>Proposition de suites</b> : Maintien de la mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais</b> : réalisation des travaux du PAC demandé en constat 3

#### N° 5 : Stockage produits dangereux (1)

<b>Référence réglementaire</b> : AP de Mise en Demeure du 23/12/2021, article 6- point 1
<b>Thème(s)</b> : Risques accidentels, Produits chimiques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Il est accordé un délai complémentaire à la société PAREDES pour satisfaire sous 3 mois le point 1 de l'article 6 de la mise en demeure du 23 décembre 2021 [<i>transmettre une étude de mise en conformité relative aux aménagements spécifiques de la cellule dédiée aux produits dangereux,</i></p>

conformement au point 8 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/2017].
<b>Constats :</b> Après la visite, l'exploitant a transmis une actualisation de sa précédente version de son étude de mise en conformité relative aux aménagements spécifiques de la cellule dédiée aux produits dangereux, conformément au point 8 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/2017.
<b>L'inspection propose à Madame la préfète de lever la mise en demeure du 23/12/2021 sur ce point.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 6 : Stockage produits dangereux (2)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article annexe II – point 8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Produits chimiques
<b>Prescription contrôlée :</b> Les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie, ne doivent pas être stockées dans la même cellule, sauf si l'exploitant met en place des séparations physiques entre ces matières permettant d'atteindre les mêmes objectifs de sécurité. De plus, les matières dangereuses sont stockées dans des cellules particulières dont la zone de stockage fait l'objet d'aménagements spécifiques comportant des moyens adaptés de prévention et de protection aux risques. Ces cellules particulières sont situées en rez-de-chaussée sans être surmontées d'étages ou de niveaux « et ne comportent pas de mezzanines ».
<b>Constats :</b> L'inspection avait demandé à l'exploitant de : <ul style="list-style-type: none"> <li>- regrouper tous les produits dangereux dans la « cellule chimique » ;</li> <li>- justifier que le stockage actuel des produits est conforme à la prescription contrôlée (cf. article 8 de l'arrêté du 11/04/17), ou au besoin le modifier en conséquence.</li> <li>- de justifier qu'il dispose des moyens de prévention et de protection adaptés aux risques de la « cellule chimique ».</li> </ul> L'exploitant indique : <ul style="list-style-type: none"> <li>- avoir éloigné le plus possible au sein de la "cellule chimique" les produits chimiquement incompatibles ;</li> <li>- qu'aucun produit chimiquement incompatible n'est associé à une rétention commune ;</li> <li>- avoir supprimé le stockage de produits combustibles dans la mezzanine située au-dessus du stockage des aérosols ;</li> <li>- que le nombre d'extincteurs et RIA présents dans la "cellule chimique" [d'une surface de 600 m<sup>2</sup> environ] (4 extincteurs poudre ABC de 9 kg , 2 de 50 kg , 1 extincteur poudre ABF de 9 kg et 2 RIA) est suffisant pour permettre aux agents du site de tenter d'éteindre un début d'incendie. Si après avoir utilisé ces moyens le feu n'est pas éteint, c'est qu'il est déjà trop important et les agents doivent quitter le bâtiment pour assurer leur sécurité.</li> </ul> Lors de la présente visite, l'inspection : <ul style="list-style-type: none"> <li>- n'a pas constaté de produits dangereux stockés hors de la "cellule chimique";</li> <li>- n'a pas constaté de produits chimiquement incompatibles associés à une rétention commune, mais s'interroge sur la quantité de produits associés à certaines capacités de rétention ;</li> </ul>



- n'a pas constaté de stockage de produit dans la mezzanine située au-dessus du stockage des aérosols.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 7 : Besoin eaux incendie

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 15/09/2022, article 2- point 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Il est accordé un délai complémentaire à la société PAREDES pour satisfaire sous 3 mois le point 2 de l'article 6 de la mise en demeure du 23 décembre 2021 [transmettre un justificatif du débit d'eau incendie en simultané des poteaux incendie du site].
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis avant la visite des résultats de mesures de débits individuels et simultanés de trois PI situés sur la voie publique qui pourraient être utilisés en cas d'incendie sur le site. Ces mesures ont été réalisées par VEOLIA le 27/12/2022. Les résultats indiquent un débit simultané inférieur au 450m3 requis.  L'exploitant indique que d'autres PI pourraient être utilisés, notamment 2 présents sur le site, mais qui ne font pas partie du réseau géré par Véolia.  L'inspection précise que la 1ere demande concernant la justification du débit d'eau d'extinction incendie figure dans le rapport de la visite d'inspection du 27/06/2018.  <b>Compte tenu des démarches entreprises par l'exploitant auprès de Véolia, l'inspection propose à Madame la préfète de surseoir aux suites de ce point de la mise en demeure du 23/12/2021. Si l'exploitant ne transmet pas, sous 6 mois, le justificatif demandé, alors l'inspection proposera à Madame la préfète des sanctions administratives à l'encontre de la société Paredes (à noter qu'une modélisation des débits est acceptée).</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Maintien de mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

#### N° 8 : Foudre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article annexe II – point 15
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Foudre
<b>Prescription contrôlée :</b> L'entrepôt est équipé d'une installation de protection contre la foudre respectant les dispositions de la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010. Art.20 de l'arrêté du 04/10/2010 : « L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique (...) »
<b>Constats :</b>

Lors de la précédente visite, l'inspection avait demandé à l'exploitant de réaliser les travaux nécessaires afin que son entrepôt soit équipé d'une installation de protection contre la foudre réglementaire.
Avant la visite, l'exploitant a transmis un DOE concernant la protection contre la foudre du 04/01/2023 réalisé par la société 1G Foudre. Il est mentionné dans ce dossier la réalisation des travaux conformément à l'étude technique 1GF1103 du 07/03/2022
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 9 : Foudre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article annexe II – point 15
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Foudre
<b>Prescription contrôlée :</b> L'entrepôt est équipé d'une installation de protection contre la foudre respectant les dispositions de la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010. Art.21 de l'arrêté du 04/10/2010 : « L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation. »
<b>Constats :</b> L'exploitant indique qu'il n'a pas encore fait réaliser cette vérification.
<b>Demande :</b> sous 6 mois, l'exploitant fait procéder à la vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur de l'installation des protections contre la foudre.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois